

L'OLIVIER
132 Chemin de Bournereau
84170 MONTEUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

18, avenue du Rhin 67100 STRASBOURG • Tél : 03 90 20 05 80 • NOS BUREAUX : STRASBOURG | METZ | PARIS
E-mail : info@auditoria.fr • Internet : www.gestion-strategies.fr • N° formateur : 426 703 862 67

• SARL au capital de 800 000 € • RCS Strasbourg TI B 495 241 853 • Siret : 495 241 853 000 11 • Code APE : 6920Z • TVA intracommunautaire : FR 454 952 418 53
SOCIÉTÉ INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES D'ALSACE ET DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE COLMAR

A l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **L'OLIVIER** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « **changement de méthode** » de l'annexe des comptes annuels concernant la première application des règlements ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- La mise en œuvre des nouveaux règlements ANC n°2018-06 et 2019-04 et la conformité des comptes utilisés, ainsi que les réaffectations comptables nécessaires,
- L'exhaustivité, l'existence et le rattachement à l'exercice des financements accordés à votre association,
- Le contrôle des fonds propres de chaque établissement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration .

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 14 juin 2021

Pour la société AUDITORIA
Dan GOMPEL
Commissaire aux Comptes

Expertise Comptable
 Auditoria
Commissaire aux Comptes

ASSOCIATION L'OLIVIER
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020

ACTIF	31/12/2020			31/12/2019
	MONTANT BRUT	AMORT ET PROV	NET	NET
Actif immobilisé				
<u>Immobilisations Incorporelles :</u>				
Frais d'établissement	130 488	125 886	4 602	6 700
Autre immobilisations incorporelles	9 323	9 323	0	662
<u>Immobilisations Corporelles :</u>				
Terrains	282 502	1 736	280 766	281 344
Constructions	12 114 143	3 979 801	8 134 342	8 642 044
Installation techniques, matériel et outillage	850 514	607 905	242 609	303 961
Autres immobilisations corporelles	1 562 224	1 105 828	456 396	387 896
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	362 207	0	362 207	319 648
<u>Immobilisations Financières :</u>				
Participations et créances rattachées à des participations	301 264	0	301 264	299 998
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	179 798	0	179 798	161 391
Autres immobilisations financières	12 368	0	12 368	12 418
TOTAL I	15 804 831	5 830 479	9 974 352	10 416 061
<u>Compte de liaison</u>	16	0	16	13 253
TOTAL II	16	0	16	13 253
Actif circulant				
<u>Stocks et en-cours :</u>				
Matières premières et fournitures	0	0	0	0
Autres approvisionnements	0	0	0	0
En-cours de production (biens et services)	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
<u>Avances et acomptes versés sur commandes :</u>	20 882	0	20 882	15 774
<u>Créances :</u>	0	0		0
Créances redevables et comptes rattachés	1 167 758	9 926	1 157 832	696 421
Autres créances	249 341	0	249 341	273 881
<u>Valeurs mobilières de placement</u>	0	0	0	0
<u>Disponibilités</u>	4 364 879	0	4 364 879	4 494 376
<u>Charges constatées d'avance</u>	12 316	0	12 316	13 040
TOTAL III	5 815 176	9 926	5 805 250	5 493 492
<u>Charges à répartir sur plusieurs exercices</u> TOTAL IV	0	0	0	0
<u>Primes de remboursement des obligations</u> TOTAL V	0	0	0	0
<u>Écart de conversion (actif)</u> TOTAL VI	0	0	0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	21 620 023	5 840 405	15 779 618	15 922 807

ASSOCIATION L'OLIVIER
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2020

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	2 605 706	2 605 706
Fonds associatifs avec droit de reprise	0	0
Dons et legs	0	0
Subventions d'investissement	0	0
Réserves statutaires et réglementées	0	
Excédents affectés à l'investissement	1 161 850	1 060 642
Réserve de compensation	1 007 908	1 012 461
Réserve couverture du BFR	309 264	143 482
Autres réserves	5 500	120 219
<u>Report à nouveau</u>		
Report à nouveau	-85 975	0
Dépenses refusées par l'autorité de tarification	-54 412	-54 410
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	347 503	1 123 031
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-367 801	-362 156
<u>Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)</u>	-30 574	-719 434
<u>Subventions d'investissement (renouvelables)</u>	2 478 185	2 755 195
<u>Provisions réglementées</u>	386 055	528 926
Couverture du besoin en fond de roulement	0	0
Amort. Dérogatoire et prov. Pour renouvellement des immo.	0	0
Réserves des plus values nette d'actif	0	0
Immobilisations grévées de droit	0	0
TOTAL I	7 763 208	8 213 663
<u>Compte de liaison</u>	0	0
TOTAL II	0	0
<u>Provisions pour risques et charges</u>	129 127	128 431
<u>Provisions pour charges</u>	31 198	31 198
<u>Fond dédiés</u>	728 171	395 158
TOTAL III	888 495	554 786
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 925 021	6 180 886
Emprunts et dettes financières divers	9 694	12 327
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Redevables créditeurs	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	184 558	263 105
Dettes sociales et fiscales	927 170	603 861
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	16 320	13 369
Autres dettes	65 152	80 810
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL IV	7 127 915	7 154 358
<u>Ecart de conversion (passif)</u>	TOTAL V	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	15 779 618	15 922 807

ASSOCIATION L'OLIVIER
COMPTE RESULTAT 2020 - CONSOLIDE

Intitulé	2020	2019	Variation
Ventes de marchandises	732	983	-251
Production vendue (biens)	0	0	0
Production vendue (services)	377 603	415 402	-37 799
Chiffre d'affaire	378 335	416 385	-38 050
Production stockée	0	0	0
Production immobilisée	0	0	0
Dotations et produits de tarification	8 165 002	6 582 328	1 582 674
Subventions d'exploitation	2 192	2 789	-596
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	30 307	51 676	-21 368
Autres produits	4 304	717 148	-712 844
Produit d'exploitation Total I	8 580 141	7 770 326	809 815
Achats de marchandises	449	815	-366
Variation de stocks	0	0	0
Achat de matières premières et autres	0	0	0
Autres achats et charges externes	1 427 143	1 537 409	-110 265
Impôts, taxes et versements assimilés	436 331	442 584	-6 253
Salaires et traitements	4 522 725	4 333 569	189 156
Charges sociales	1 581 286	1 616 841	-35 555
Dotation	663 798	656 597	7 202
Autres charges	8 312	35 395	-27 083
Charges d'exploitation Total II	8 640 046	8 623 211	16 835
Résultat d'exploitation	-59 905	-852 885	792 980
Bénéfice attribué, perte transférée Total III	0	0	0
Perte supportée, bénéfice transféré Total IV	0	0	0
Opération en commun	0	0	0
Produits financiers de participations	0	0	0
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	0	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	5 020	11 882	-6 862
Reprises/provisions et transfert de char	0	0	0
Différences positives de change	0	0	0
Produits net/cession des V.M.P	0	0	0
Produits financiers Total V	5 020	11 882	-6 862
Charges financières	70 975	87 252	-16 278
Autres charges financières	0	0	0
Charges financières Total VI	70 975	87 252	-16 278
Resultat financier	-65 955	-75 370	9 415

ASSOCIATION L'OLIVIER
COMPTE RESULTAT 2020 - CONSOLIDE

Intitulé	2 020	2 019	Variation
Resultat courant avant impôts	-125 860	-928 255	802 396
Sur opération de gestion	203	53 588	-53 385
Sur opération en capital	294 884	277 453	17 431
Reprises/provisions et transfert de char	37 973	38 306	-333
Produits exceptionnels Total VII	333 060	369 347	-36 287
Sur opération de gestion	0	3	-3
Sur opération en capital	8 455	3 688	4 767
Dotation aux amortissements et aux prov.	16 000	293	15 707
Charges exceptionnelles Total VIII	24 455	3 984	20 471
Résultat exceptionnel	308 605	365 363	-56 758
Participation des salariés	0	0	0
Participation des salariés Total IX	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	1 205	2 685	-1 480
Total X	1 205	2 685	-1 480
Total / Produits	8 918 221	8 151 555	766 666
Total / Charges	8 736 680	8 717 132	19 548
Solde Intermédiaire	181 541	-565 577	747 118
Eng.à réaliser sur ressources affectés	212 114	153 858	58 257
Total XI	212 114	153 858	58 257
Excedent ou déficit	-30 574	-719 435	688 861

P
deficit

ANNEXE COMPTABLE

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2020, dont le total est de 15 779 618 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de tableau, et dégageant un déficit de 30 574 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.01.2020 au 31.12.2020.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. Informations générales

L'association L'OLIVIER créée en 1964, œuvre depuis plus de cinquante ans auprès d'un public jeune et adulte porteur de handicap. Ses missions statutaires principales s'inscrivent dans l'exercice de la citoyenneté et l'épanouissement des personnes accompagnées, avec une volonté renforcée de participer à toute action en faveur de celles-ci et de collaborer avec toute association ou organisme ayant des objectifs proches ou similaires.

L'association L'Olivier, dont le siège est situé 132 Chemin de Bournereau 84 700 Montoux, est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, l'association s'est constituée par acte sous signature privée en date du 14 Juin 2000, les statuts ont été certifiés conforme le 11 Mars 2011 puis ont fait l'objet d'une refonte totale suivant décisions de l'assemblée générale extraordinaire de l'association en date du 21 Janvier 2021.

L'association a pour objet de :

- Créer et gérer des établissements, des services ou tout autre dispositif destinés à des personnes en situation de handicap et/ou de perte d'autonomie et/ou relevant d'un accompagnement social et/ou médico-social.
- Favoriser l'exercice de la citoyenneté, l'épanouissement des personnes accompagnées
- Participer à toute action en faveur de ces personnes sous forme d'information du public et de formation de personnel spécialisé.
- Collaborer avec toute association ou organisme ayant des objectifs proches ou similaires.
- Organiser et/ou participer à toute action de soutien à l'Association L'Olivier
- Participer à la vie publique, la politique médico-sociale et de santé afin d'apporter son expertise et son orientation au niveau du territoire
- Réaliser toute opération juridique et financière en lien avec l'objet ci-dessus dans les limites imposées par les textes en vigueur
- Participer directement ou indirectement à la gestion de tout organisme quelle qu'en soit la forme juridique, dont l'activité se rattache à l'objet ci-dessus et plus généralement, elle pourra procéder à toute opération commerciale, financière, mobilière, immobilière, de conseil ou de mandat de gestion ou autre se rattachant, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'objet ci-dessus spécifié, dans les limites imposées par les textes en vigueur.

Elle pourra également créer, prendre toute participation dans toute entité juridique, existante ou à créer, le cas échéant à prépondérance immobilière, de nature à lui permettre la réalisation de son objet social et/ou lui permettre de favoriser son développement, dans les limites imposées par les textes en vigueur.

2. Evénements significatifs et faits caractéristiques

2020 est une année marquante pour l'association qui a œuvrée à l'élaboration de nouvelles modalités d'organisation :

- La reconnaissance du Siège social
- L'obtention des frais de siège,
- La rédaction du dossier CPOM
- La préparation du Document unique de délégation
- La refonte de statuts associatifs et du règlement intérieur
- La mises en place de six commissions thématiques : COMAVAS, ETHIQUE, EVENEMENT, PARCOURS, BUDGET, TECHNIQUE.

Un évènement majeur a marqué cette année en raison de l'épidémie de la COVID 19. La première crise sanitaire du 21^{ème} siècle, est venue bouleverser les modes d'accueil en limitant les admissions, la circulation, le nombre d'usager et de salariés dans les espaces communs, fermant certains services désormais dédiés aux situations COVID. Les pratiques professionnelles ont été modifiées introduisant des comportements nouveaux de prises en charge, de télétravail, d'absentéisme ainsi que des mesures barrières à la contamination, impactant les budgets des établissements.

3. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par les règlements ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle.
- régularité et sincérité.
- prudence.
- comparabilité et continuité de l'exploitation.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

► ► Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

► ► Amortissement et dépréciation de l'actif

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Actifs	Durée (année)
Logiciels informatiques	de 01 à 03
Brevets	7
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10
Constructions	de 10 à 20
Agencement des constructions	12
Matériel et outillage industriels	5
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10
Matériel de transport	4
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10
Mobilier	de 05 à 10

►► Stocks

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

►► Créances

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

►► Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

►► Indemnité de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite. Le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

►► Contributions volontaires

L'association n'a pas mis en place d'outils lui permettant de mesurer le bénévolat au sein de l'association en 2020.

4. Changement de méthode

La première application des règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif constitue un **changement de méthode comptable** et ANC n°2019-04 du 08 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif constituent un changement de méthode comptable ayant un **impact sur la présentation des comptes et le reclassement de différents comptes** :

- Le compte 1162 « Dépenses pour congés payés » est remplacé par le compte 115922
- Le compte 1141 « dépenses abusives refusée par l'autorité » est remplacé par le compte 11591000 « Report à nouveau constitué de charges rejetées des activités sociales et médico-sociales »,
- Le compte de provision réglementée « pour renouvellement des immobilisations » est remplacé par le compte 192100 « fonds dédiés à l'investissement »,
- Les crédits non reconductibles liés à des investissements enregistrés dans le compte 194 « fonds dédiés » sont réaffecter en 192100 « Fonds dédiés à l'investissement ».
- Les crédits non reconductibles liés à des à des concours publics enregistrés dans le compte 194 « fonds dédiés » sont réaffecter en 19200 « Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'établissements ou services sociaux ou médico-sociaux ».

5. Notes sur le bilan actif :

► ► Immobilisations :

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

Frais d'établissement et de développement	130 488					130 488
Donations temporaires d'usufruit						0
Autres	9 323					9 323
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	139 811	0	0	0	0	139 811
Terrains	274 844					274 844
Constructions sur sol propre	12 114 143					12 114 143
sur sol d'autrui						0
Instal. Agencement aménagement	7 658					7 658
Instal. Technique, matériel outillage industriels	825 501		48 249		23 235	850 514
Instal. , agencement, aménagement divers	410 597		39 218		2 027	447 788
Matériel de transport	527 317		44 847		84 040	488 124
Matériel de bureau, informatique et mobilier	613 638		33 481		20 807	626 312
Emballages récupérables et divers						0
Immobilisations corporelles en cours	319 648		42 559			362 207
Avances et acomptes						0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 093 346	0	208 354	0	130 110	15 171 590
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						0
Participations évaluées en équivalence						0
Autres participations	299 998		1 266			301 264
Autres titres immobilisés						0
Prêts et autres immobilisations financières	173 809		18 357			192 166
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	473 807	0	19 623	0	0	493 430
TOTAL	15 706 964	0	227 977	0	130 110	15 804 831

►► Amortissements et dépréciations d'actif :

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements en fin d'exercice
		Dotations	Diminutions	
Frais d'établissement et de développement	123 788	2 098		125 886
Donations temporaires d'usufruit				0
Autres	8 661	662		9 323
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	132 449	2 759	0	135 209
Terrains				0
Constructions sur sol propre	3 472 100	507 702		3 979 801
sur sol d'autrui				0
Instal. Agencement aménagement	1 158	578		1 736
Instal. Technique, matériel outillage industriels	569 998	52 734	14 827	607 905
Instal. , agencement, aménagement divers	194 339	34 733	2 027	227 045
Matériel de transport	418 636	25 792	84 040	360 388
Matériel de bureau, informatique et mobilier	502 221	36 982	20 807	518 396
Emballages récupérables et divers				0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 158 452	658 520	121 702	5 695 270
TOTAL	5 290 902	661 280	121 702	5 830 479

►► Etat des créances :

	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	493 430	301 264	192 166
Actif circulant & charges d'avance	5 815 177	5 803 663	11 514
TOTAL	6 308 606	6 104 926	203 680

►► Provisions pour dépréciation

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en cours				0
Comptes de tiers	8 311	1 616		9 926
Comptes financiers				0
TOTAL	8 311	1 616	0	9 926

6. Notes sur le bilan passif

►► Variation des fonds propres

	Fonds propres à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	2 605 706	0	0	0	2 605 706
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0
Cartes de réévaluation	0	0	0	0	0
Reserves statutaires ou contractuelles	0	0	0	0	0
Reserves pour projet de l'entité	0	0	0	0	0
Autres réserves	5 500	0	0	0	5 500
Reserve d'investissement	1 060 642	101 208	0	0	1 161 850
Reserves de compensation des déficits	1 012 461	-4 553	0	0	1 007 908
Reserve de trésorerie	258 201	51 063	0	0	309 264
Dépenses refusées par l'autorité	-54 412	0	0	0	-54 412
Résultat sous contrôle des tiers financeurs	1 123 034	-775 529	0	0	347 506
Impôts payés	-362 155	-5 646	0	0	-367 801
Report à nouveau	0	-85 975	0	0	-85 975
Excédent ou déficit de l'exercice	-719 434	719 433	-30 574	0	-30 575
Situation nette	4 929 542	1	-30 574	0	4 898 970
Fonds propres consommables	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	2 755 194	1 571	0	278 581	2 478 185
Provisions réglementées	528 925	0	16 000	158 870	386 055
TOTAL	8 213 661	1 572	-14 574	437 451	7 763 209

►► Tableau de passage entre le compte de résultat et le compte administratif

Etablissements	Résultat comptable	Reprise du résultat antérieur	Excedent ou déficit effectif global	Dont résultat sous gestion propre	dont résultat effectif sous gestion contrôlé
SAT OCIAL	32 010	17 700	49 711		49 711
ME	- 110 443	3 746	- 106 697		- 106 697
IAS	19 837	56 233	76 070		76 070
AMSAH RS	19 734	-	19 734		19 734
AMSAH D	1 771	-	1 771		1 771
AVS	- 7 926	-	- 7 926		- 7 926
ESSAD	29 133	-	29 133		29 133
SES	13 689	- 14 967	- 1 277		- 1 277
SAT COM.	68 855	-	68 855	68 855	
IEGE	- 97 233	-	- 97 233	- 97 233	
TOTAL	- 30 574	62 713	32 139	- 28 379	60 518

►► Variation des fonds dédiés

		Fonds dédiés à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts entre fonds dédiés	Fonds dédiés à la clôture	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation		0	0	0	0	0	0	0
IME	Contributions financières d'autres organismes	395 158	212 115	4 102	0	125 000	728 171	372 496
IME	CNR Travaux de sécurité	15 016					15 016	15 016
IME	CNR mises aux normes	20 000					20 000	20 000
IME	CNR dans le cadre d'un CPOM	25 000					25 000	25 000
IME	CNR Stagiaire	28 255		1 027			27 228	18223
IME	CNR Situation critique	6 840		3 075			3 765	
IME	CNR 2020 Soutien investissement		40 278				40 278	
IME	CNR 2020 Critique Hornea		5 520				5 520	
IME	CNR internat					125 000	125 000	125000
SESSA	CNR de rebasage du groupe 3 de 2009 non utilisé	3 882					3 882	3 882
SESSA	CNR stagiaire	3 081					3 081	3 081
MAS	CNR Stagiaire	17 630	8 326				25 956	25 956
MAS	CNR cas critiques	233 449	79 189				312 638	119333
MAS	CNR 2019 Rails	25 000					25 000	
MAS	CNR 2020 soutien investissement (sécurisation données projet 2021)		64 615				64 615	
MAS	CNR 2020 Masques		2 468				2 468	
SAVS	CNR Stagiaire	4 200					4 200	4 200
SAVS	masques		113				113	
SAVS	investissement - mise en sécurité réseau		6 388				6 388	
ESAT	CNR départ à la retraite non utilisé 2009	12 805					12 805	12 805
ESAT	CNR investissement 2020 réalisé en 2021		5 218				5 218	
Ressources liées à la générosité du public		0	0	0	0	0	0	
TOTAL		395 158	212 115	4 102	0	125 000	728 171	372 496

►► Provisions pour risques et charges

	Début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Fin d'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				0
Provisions pour investissement	403 936	16 000	33 871	386 065
Provisions pour hausse des prix				0
Provisions pour amortissements dérogatoires				0
Provisions autres				0
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	403 936	16 000	33 871	386 065

Pour litiges	37 713			37 713
Pour garanties données aux clients				0
Pour pertes sur marchés à terme				0
Pour amendes et pénalités				0
Pour pertes de change				0
Pour pensions et obligations similaires				0
Pour impôts				0
Pour renouvellement des immobilisations				0
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions	64 459			64 459
Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				0
Autres	57 456	696		58 152
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGE	159 628	696	0	160 324

Sur immobilisations				0
Sur stocks et encours				0
Sur comptes clients, usagers				0
Sur créances reçues par legs ou donations				0
Autres				0
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	0	0	0	0

TOTAL GENERAL	563 564	16 696	33 871	546 389
----------------------	----------------	---------------	---------------	----------------

Dont dotations et reprises	d'exploitation financières exceptionnelles	16 696		
----------------------------	--	--------	--	--

►► Subventions d'investissement

Nom du finaceur	Motif de la subvention	Montant au début de l'exercice	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Subvention cnr construction	construction	1 007 372			1 007 372
Subvention Taxe d'apprentissage	matériel	180 006	1 571		181 577
Subvention cnr construction	construction	2 778 660			2 778 660
subvention construction cper	construction	137 740			137 740
Subvention construction ccah	construction	299 997			299 997
Subvention aménagement savs/samsah	aménagement	26 766			26 766
Subvention bâtiment Esat	construction	129 560			129 560
					0
TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		4 560 102	1 571	0	4 561 673

Nom du finaceur	Motif de la subvention	Montant au début de l'exercice	Quote-part virée au résultat sur l'exercice	Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Subvention cnr construction	construction	379 253	61 500		440 754
Subvention taxe d'apprentissage	matériel	76 597			76 597
Subvention cnr construction	construction	1 173 212	185 244		1 358 456
Subvention construction cper	construction	81 468	6 493		87 961
Subvention construction ccah	construction	93 716	22 667		116 383
Subvention aménagement savs/samsah	aménagement	662	2 677		3 338
					0
					0
TOTAL SUBVENTIONS INSCRITES AU RESULTAT		1 804 907	278 581	0	2 083 488

►► Etat des dettes

	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	5 925 021	255 864	1 023 458	4 645 699
Dettes financières diverses	9 694	9 694		
Fournisseurs	184 558	184 558		
Dettes fiscales & sociales	927 170	927 170		
Dettes sur immobilisations	16 320	16 320		
Autres dettes	65 153	65 153		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	7 127 916	1 458 759	1 023 458	4 645 699

6. Notes sur le compte de résultat

►► Concours publics et subventions

Autorités administratives	Motif de la subvention	Montant notifié sur l'exercice	Montant perçu sur l'exercice	Montant perçu d'avance et reporté sur l'exercice	Montant restant à percevoir sur l'exercice suivant
Etat	Aide apprentissage IME	122	122		0
Fondation Sommer	Médiation animal	2 070	0		2 070
					0
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		2 192	122	0	2 070

Autorités administratives	Motif du concours public	Montant notifié sur l'exercice	Montant perçu sur l'exercice	Montant perçu d'avance et reporté sur l'exercice	Montant restant à percevoir sur l'exercice suivant
ARS	Prix de journée MAS	3 540 179	3 130 761		409 418
ARS	Dotation global SESSAD	393 153	393 153		0
ARS	Dotation global Esat Social	740 300	740 300		0
ARS	Dotation global SSES	196 712	196 712		0
ARS	Prix de journée IME	2 150 768	1 547 438		603 329
Conseil départemental\$	Dotation global SAVS/ SAMSAH	279 741	279 741		0
ARS	Dotation globale SAMSAH	87 573	87 573		0
Etat	Aide au poste TH	776 577	776 577		0
					0
					0
TOTAL DES CONCOURS PUBLICS		8 165 002	7 152 255	0	1 012 747

►► Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Montant
Produits exceptionnels	333 060
Sur opérations de gestion	203
Produits de cession des éléments d'actif	294 884
Produits sur exercices antérieurs	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	37 973
Charges exceptionnelles	24 455
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	8 455
Dotations aux provisions	16 000
Charges sur exercices antérieurs	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	308 605

7. Autres informations

►► Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagement assimilés

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 557 336 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- o Année de calcul : 2020
- o Taux d'actualisation : 1.61 %
- o Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- o Convention collective : Handicapés (établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées)
- o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- o Table de mortalité : INSEE 2015-2017 - données prov.

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle)
- o 62 ans pour la catégorie : Ensemble du personnel
- Progression de salaires
- o 2% Constant pour la catégorie : Ensemble du personnel
- Taux de rotation
- o 5 % dégressif jusqu'à 50 ans pour la catégorie : Ensemble du personnel
- Taux de charges sociales patronales
- o 50 % pour la catégorie : Ensemble du personnel

►► Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

►► Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires figurant au compte de résultat de l'exercice concernant la certification des comptes s'élève à 31 890 euros

►► Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	19	
Non cadres	107	
TOTAL	126	0